

Publié dans CQFD N°31, février 2006

« Nul de nous n'est sûr d'échapper à la prison. Aujourd'hui moins que jamais. Sur notre vie de tous les jours le quadrillage policier se resserre : dans la rue et sur les routes : autour des étrangers et des jeunes ; le délit d'opinion est réapparu ; tes mesures anti drogues multiplient l'arbitraire. Nous sommes sous le signe de la « garde à vue ».

On nous dit que la justice est débordée.

Nous le voyons bien.

► Mais si c'était la police qui l'avait débordée ?

On nous dit que les prisons sont surpeuplées.

► Mais si c'était la population qui était sur emprisonnée ?

Peu d'informations se publient sur les prisons : c'est une des régions cachées de notre système social, une des cases noires de notre vie. Nous avons le droit de savoir, nous voulons savoir... »

Quelques mois après Mai 68, le philosophe **Michel Foucault** publiait ces lignes et à leur lecture on pourrait les croire écrites la semaine passée.

Pourtant aujourd'hui il y a bien peu d'intello de la trempe de Foucault capable de s'engager aux côtés des prisonniers sociaux.

De nos jours, nous avons la docteur Vasseur et le PDG Le Floch Prigent.

Ils nous content leurs expériences passagères dans des documents sensationnalistes.

► Pourquoi s'en étonner ?

L'époque réactionnaire condamne l'engagement social pour ne tolérer que charité et bons sentiments.

Fort de sa compétence managériale, le patron démontre l'aberration de la prison. Le médecin soulage d'un pansement littéraire les plaies les plus visibles : les rats, les brutalités, le manque de soin...

Sans doute cherchent-ils sincèrement à éveiller les consciences des politiques et de l'opinion pour une réforme moins cruelle de la « *mangeuse d'hommes* ».

Mais comme il se doit, tous deux éludent jusqu'à la caricature la fonction sociale de la prison dans la garantie de l'exploitation et de l'oppression.

Et à l'égal de nos geôliers, ils discourent crûment des emprisonnés comme si nous étions des animaux élevés en batterie.

Foucault affirmait : « *Nous voulons savoir* ».

Alors que de nos jours, le moindre pékin sociologue, le bourgeois ayant passé quelques mois derrière les barreaux ou l'ONG machin chose crie haut et fort : « *nous avons les solutions pour régler le problème des prisons !* ».

Et en effet, des ONG développent des propositions et de bonnes âmes lancent des appels pour **la démocratisation carcérale**.

Régulièrement, des colloques réunissent des spécialistes, médecins, démocrates, éducateurs et syndicalistes pénitentiaires. **Et un constat s'impose, les sommités**

humanistes causent des détenus dans l'abstrait et projettent des réformes pour leur bien.

- ▶ Mais que savent-ils de nous ?
- ▶ Que savent-ils de nos revendications ?

Car, dans cette agitation, il est effarant de constater l'absence de la voix des prisons. Et tout ce beau monde semble trouver cela absolument normal. Comme une évidence

Quelques fois, un député ou un sénateur nous visitent. **Ils témoignent et c'est parfait.** Même si leur déclaration ne compensera jamais notre silence.

- ▶ Qu'ont-ils vu ?

Ils traversent la prison, à peine s'ils la croisent.

- ▶ Que savent-ils de nos misères et de nos doléances ?

Les deux rapports parlementaires sont restés lettre morte.

La réforme pénitentiaire a été enterrée, inutile d'y revenir. D'ailleurs là encore et à aucun moment la réalité prisonnière n'avait été prise en compte.

Dans leurs discours, la population pénale est réduite à une succession de chiffre :

« 60 123 détenus. 48 540 places. 9m-à l'unité. 11m-pour la paire ».

Nous croulons sous les statistiques « Croissance de 25%... 1 sur deux, 2 sur cinq »....

Et tout est si bien résumé par l'expression : « *Numerus clausus* » !

En 1974, nous avons incendié les prisons au cri de « **nous ne sommes pas des chiens !** » bientôt nous nous révolterons tel le héros d'une célèbre série télé des années 60 en hurlant « **nous ne sommes pas des numéros !** ».

La négation du prisonnier est reproduite par ceux-là même censés œuvrer à l'amélioration des conditions carcérales.

Il est vrai que par les temps qui courent, il ne fait pas bon se mettre ouvertement du côté du hors la loi.

Qu'ils sachent toutefois que nier et usurper la parole des prisonniers est une part essentielle de l'oppression et de la déshumanisation qu'ils subissent.

- ▶ Qui aurait osé affronter l'apartheid en rejetant la parole et les revendications des noirs ?

A son époque, le Groupe pour l'Information sur les Prisons partait d'une toute autre volonté : « *Le GIF n'a demandé à visiter aucune prison, il ne s'est pas adressé à l'administration, et il n'a pas demandé son point de vue. Ce sont les détenus qui donnent l'information. Il s'agit de ce que les détenus veulent faire savoir eux-mêmes, en le disant eux-mêmes. Il s'agit de leur transférer le droit et la possibilité de parler des prisons. De dire ce qu'ils sont les seuls à pouvoir dire* ».

Ils avaient compris qu'aucun progrès sur le terrain carcéral ne verrait le jour sans une prise en considération juridique, humaine, sociale et politique de l'individu enfermé. **C'est le point de départ minimal.**

Comme Aragon le soulignait la parole du prisonnier n'est pas une plainte mais « *une revendication de droits méconnus ou bafoués* ».

Et dans les prisons françaises, nous n'avons aucun droit.

Sauf celui d'obéir aveuglement à un règlement imbécile et de baisser la tête face aux humiliations. Aucun droit de réunion, d'association, de parole n'est toléré. Si les matons nous gaulent avec un texte au contenu leur déplaisant, c'est direct le mitard et le Quartier d'Isolement. S'ils décident que nous ne devons pas écrire dans telle ou telle langue, ils censurent notre courrier et le balancent à la poubelle. Pas plus que n'existe le droit du travail, il s'arrête à la porte d'entrée.

Dans tous les domaines, nous sommes sous tutelle, souvent réduit à la réalité d'un esclave que l'administration balade aux quatre coins du pays au bout d'une chaîne.

A 1000 km de nos familles que leur importe ! Ils n'hésitent pas à déporter sur le continent de nombreux antillais, des tahitiens et des kanakes.

Dans son rapport, la Cour des comptes constate que « *depuis 2002, un effort considérable a été porté sur les problèmes de sécurité afin d'éviter la révolte des prisons...* »

Leur politique ne cherche donc pas à éliminer les causes de notre révolte. Elle les renforce en essayant de neutraliser nos possibles réactions.

Face à l'hypertrophie sécuritaire, les deux autres manières d'échapper aux injustices se sont développées tout naturellement.

De plus en plus violentes et de plus en plus désespérées, les tentatives d'évasion se multiplient comme le taux de suicide est en constante augmentation.

Inutiles de réclamer par provocation la guillotine, le choix de la mort est omniprésent dans notre quotidien. **L'euthanasie est un des rares droits qui nous reste.**

Mais tôt ou tard et quoi qu'ils fassent, l'explosion se produira.

Et vous tous qui n'avez jamais entendu nos revendications peut être que le sang et la fumée des incendies vous éveilleront à la réalité des prisons. Car la révolte des esclaves est juste. Voltaire rappelait cette évidence « **Il n'y a qu'une guerre légitime, celle que mène Spartacus** ».